

TRANSPORT D'HYDROCARBURES

Un deuxième GPLier pour SNTM-Hyproc

Le P-DG de la société Hyproc Shipping Company (filiale à 100% de Sonatrach), M. Mustapha Zenasni, le président de Namura Shipbuilding Company Limited, M. Tatsuhiko Namura, ont signé, lundi dernier à l'hôtel Sheraton Club-des-Pins, un contrat d'une valeur de 45 millions de dollars pour l'acquisition d'un deuxième navire de transport de GPL. D'une capacité de 22 500 mètres cubes, ce GPLier devra être livré courant 2008 par le constructeur nippon Namura Shipbuilding, qui avait été retenu à la suite d'un appel d'offres lancé voilà deux ans, pour le compte de Hyproc Shipping. Ce GPLier est destiné pour le cabotage au profit de Naftal et pour le trafic maritime en Méditerranée et Europe du Nord pour le compte de Sonatrach. Ces deux partenaires avaient conclu début novembre dernier un contrat, d'un montant de 45,5 millions de dollars, pour l'acquisition d'un autre GPLier, d'une capacité similaire et dont la livraison est prévue en juillet 2007. En fait, le groupe Sonatrach vise, selon M. Zenasni, à remplacer l'affrètement des navires de transport de GPL notamment

par l'acquisition en toute propriété de nouveaux bâtiments. Cela, dans l'objectif d'assurer le transport "par nos propres moyens" de 50% de l'ensemble des segments d'hydrocarbures (GNL, GPL et autres), et de "booster" ses capacités de transport de toutes les hydrocarbures. Le groupe Sonatrach renforce aussi sa flotte de transport maritime de GNL avec la commande en partenariat de deux nouveaux méthaniers. En effet, un méthanier, *Lala Fatma N'Soumer*, d'une capacité de 145 000 mètres cubes, a été récemment réceptionné et Hyproc Shipping Company en assurera l'exploitation et la gestion.

Ce méthanier avait été commandé à la compagnie japonaise Kawasaki Heavy Industries par le groupement Algerian Nippon Gas Transport Corporation, une joint-venture détenue à parts égales entre Sonatrach, Hyproc Shipping et deux partenaires nippons Itochu Corporation et Mitsui Osk-Lines. Un autre méthanier, le *Berge Arzew*, d'une capacité de 138 000 mètres cubes, réceptionné en 2004, avait été commandé par le groupe Sonatrach et l'armateur norvégien

Bergesen au chantier naval du sud-coréen Daewoo. Acquis en copropriété, ce méthanier qui est destiné à assurer les livraisons de gaz aux marchés lointains, sera exploité conjointement par Hyproc Shipping Company et son partenaire. En outre, deux nouveaux méthaniers, de taille moyenne, "*MedMax*" (Mediterranean Maximum Size : d'une capacité de 75 000 mètres cubes), destinés au transport de GNL dans le Bassin méditerranéen, seront acquis par Sonatrach en partenariat avec des opérateurs japonais. Ils seront construits par le chantier naval japonais, Universal Shipbuilding Corporation, retenu à la suite d'un appel d'offres lancé en octobre 2003. Les deux navires dont la gestion sera assurée en totalité par Hyproc Shipping Company, seront réceptionnés en 2007, pour le premier, et en 2009 pour le second. Ils seront financés, à parts égales de 25% par Sonatrach, sa filiale Hyproc Shipping Company et ses deux partenaires Itochu et Mitsui Osk-Lines.

Ces deux méthaniers seront affrétés par Sonatrach pour une durée de 20 ans. Ce faisant, le groupe Sonatrach

dispose actuellement, à travers sa filiale, d'une flotte opérationnelle constituée de six méthaniers, pour la plupart datant des années 1970 et 1980 et dont la capacité totale est de 673 000 mètres cubes. Avec la concrétisation de ces nouveaux projets de navires, le potentiel de transport de GNL pourra atteindre la capacité de 1 110 000 mètres cubes, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 65%.

D'autre part, dans le cadre du renouvellement de sa flotte, constituée de 16 navires, la société Hyproc compte progressivement remplacer ses quatre navires chimiquiers (destinés au cabotage national pour le transport des produits raffinés et des produits chimiques).

Ainsi, deux chimiquiers vont être cédés en premier par le biais d'un appel d'offres et les deux autres devront suivre. Hyproc Shipping Company, dont le siège est à Oran et qui emploie un effectif d'environ 1600 personnes, affiche un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 milliards de dinars.

Chérif Bennaceur

ASSAINISSEMENT
DU DOMAINE PUBLIC
MARITIMELe nouveau
chantier
de Ghoul

"J'ai ouvert le dossier et je suis conscient de ce qu'il représente. Je ne suis pas l'Etat, mais il faut bien aborder l'assainissement du domaine public maritime. Il faut arrêter l'hémorragie de ce secteur", a souligné le Dr Amar Ghoul, ministre des Travaux publics, en annonçant le travail d'envergure que son département entame dans le domaine public maritime (DPM).

Ilhem Tir - Alger (Le Soir) - Pour la première fois depuis l'indépendance, le dossier du patrimoine maritime s'ouvre en dépit des réticences. Le domaine public maritime algérien s'étend sur une superficie de 1800 km. L'administration des travaux publics est chargée de veiller à la conservation d'une partie du littoral qui est justement le domaine public maritime tel que stipulé dans les dispositions du décret exécutif n° 00327 du 25 octobre 2000 fixant les prérogatives du ministère.

Le constat fait par le ministre des Travaux publics à l'occasion d'une journée d'étude portant sur la vulgarisation du premier guide du DPM fait état d'agressions quotidiennes, d'occupations illicites du DPM, de manque de coordination entre les différents services concernés, de méconnaissance et de dilution de responsabilités, de dépassements fréquents ainsi que d'impuissance dans l'application de la loi et de la réglementation. A ce sujet, le ministre annoncera que "les textes qui régissent ce secteur méritent d'être revus" et d'ajouter : "Cela se fera dans le cadre bien sûr de la nouvelle loi d'orientation des travaux publics qui sera finalisée cette année."

Une série de mesures a été prise au niveau du département de Ghoul visant en premier lieu l'élaboration d'une carte du DPM avant la fin de l'année en cours, la délimitation cadastrée qui devrait s'effectuer au courant du premier semestre 2006, la clarification des missions sectorielles avec la définition des responsabilités de tous les actionnaires et intervenants.

Ces mesures s'appuieront par la conception d'une banque de données et l'engagement d'opérations d'assainissement pour les occupations illicites et les exploitations anarchiques et interdites par la loi. Une telle opération nécessite une coordination étroite entre tous les concernés et un renforcement des moyens de contrôle notamment avec le ministère de l'Environnement.

"Une installation ou une occupation du DPM ne peut être que précaire et révoquée", maintient Amar Ghoul, conscient de l'ampleur du chantier qu'il s'approprie à engager afin de promouvoir, protéger et conserver ce patrimoine en déperdition.

Il est à signaler enfin que le guide du DPM ne traduit pas uniquement dans les faits les prérogatives revenant au ministère des Travaux publics, mais s'efforce aussi de mettre en relief l'ensemble du dispositif juridique qui s'avère indispensable en tant qu'élément de gestion.

Il met en exergue le contexte juridique et institutionnel notamment pour les domaines maritime et portuaire, les utilisations du DPM comme pour les concessions des plages et l'extraction des matériaux, les moyens de conservation du domaine et enfin les modèles de support de constat d'infraction.

I. T.

LE MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU
AU FORUM D'"EL MOUDJAHID""La société de l'eau et de l'assainissement
d'Alger bientôt créée"

Invité hier au forum d'El Moudjahid, Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, a déclaré qu'à l'horizon 2015 il n'y aura plus une goutte d'eau polluée rejetée dans la mer. Cet objectif sera concrétisé, selon le ministre, par la réalisation et la réhabilitation de plusieurs stations d'épuration. Le ministre a également annoncé la création de la société de l'eau et de l'assainissement d'Alger, une fois l'accord avec la société française Suez concrétisé pour la prise en charge du réseau AEP de la capitale.

F. Zohra B. Alger (Le Soir) - Pour le premier responsable du secteur de l'eau, il s'agira dans les prochaines années d'aller vers l'utilisation de l'eau épurée et dessalée

dans le cadre d'une mobilisation accrue de la précieuse ressource. Les grands axes de la stratégie retenue pour le secteur s'articulent autour de "la mobilisation des ressources conventionnelles et non conventionnelles et la réhabilitation des infrastructures existantes, l'adaptation graduelle de la nouvelle politique de tarification, le recours au dessalement d'eau de mer pour satisfaire les besoins de villes côtières ainsi que la protection de la ressource des nuisances et du gaspillage".

Pour l'année en cours, le ministre des Ressources en eau a également annoncé la finalisation dans les prochains jours des négociations avec la société française

Suez qui devrait se charger de la remise à niveau du réseau d'eau potable dans la capitale, et ce, en collaboration avec l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Agence nationale de l'assainissement (ONA). De cet accord verra ainsi le jour la société de l'eau et de l'assainissement d'Alger. Le ministre précisera à ce propos que l'entreprise devra avant tout "identifier" le réseau d'eau potable de la capitale et le gérer par la suite de façon à préserver la ressource et répondre aux besoins de la population. Pour rappel, les pertes sont estimées entre 20 et 40 pour cent même si, selon le ministre,

il n'est pas possible de connaître avec exactitude les

quantités d'eau qui s'échappent du réseau. M. Sellal évoquera en outre l'urgence de mettre un terme aux branchements illicites et de faire payer les factures d'eau à travers "le recours à la loi et aux mesures dissuasives." Après la capitale, ce seront les villes d'Oran et de Constantine qui verront leur réseau d'eau potable pris en charge par des sociétés étrangères. Pour l'année 2005 le ministre a par ailleurs annoncé que les objectifs visés sont l'accélération des travaux des projets structurants, le lancement des travaux des transferts pour accompagner les grands projets ainsi que le désenvasement des barrages.

F. Z. B.

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vers la mise en place d'un système d'information géographique

Un système de gestion d'information géographique va être mis en place par des experts allemands. C'est l'entreprise Hansa Lyftbil qui a été retenue par le ministère de l'Environnement pour la concrétisation du projet. Cherif Rahmani qui présidait hier une journée d'information dédiée à ce système, a expliqué que grâce aux données qui seront récoltées, un listing complet de l'état des villes, des réseaux de transport, du littoral et des fonds marins sera fait.

Mieux encore, des informations précises sur la végétation, la désertification et l'état des oueds seront également mises à la disposition de plusieurs institutions.

Le système d'information proposé par les Allemands sera d'un grand apport lors des catas-

trophes naturelles puisqu'il permettra de localiser rapidement les zones les plus touchées et donc d'organiser plus efficacement les opérations de secours.

Le ministre de l'Environnement a affirmé en outre que les Allemands étaient "les meilleurs dans ce domaine." Grâce au système qu'ils ont déjà développé dans plusieurs pays, des secteurs tels que les finances et l'habitat pourront avoir un plan de cadastre très détaillé, "un outil très important pour la prise de décision", a noté Cherif Rahmani. Le ministre a révélé qu'un plan d'aménagement côtier était en cours d'élaboration et qu'il sera prochainement proposé pour adoption aux conseils des ministres et du gouvernement.

Ce plan permettra de connaître de manière

concise le comportement de la faune et de la flore, le taux d'occupation du littoral ainsi que les nombreuses atteintes à la biodiversité. Actuellement, pas moins de 240 rejets d'eau polluée sont recensés et sont directement déversés dans la mer. Ce plan s'enrichira des informations acquises grâce au nouveau système d'information géographique qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays aussi bien en Afrique qu'en Asie.

La société allemande s'engage ainsi à fournir à l'Algérie des images aériennes très précises qui seront d'une grande utilité non seulement pour le département de Cherif Rahmani mais aussi pour l'ensemble des ministères qui ont le souci de faire de la planification et des projections dans le futur.

N. I.

AVIS DE DECES

La famille Miri a l'immense douleur d'annoncer le décès de sa mère

Mme Miri Fatma née Moumène le 08/02/2005.

La levée du corps se fera le 09/02/2005 à son domicile sis, Coopérative Ras D'hab, rue B, villa n°25 Bouzaréah.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière de Staouéli, sur la route de Sidi Fredj. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.